

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Globalisation-democratie-ou-gouvernance>

Globalisation : démocratie ou gouvernance ?

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : samedi 27 novembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les armes de destruction massive existent en Irak, mais ce sont les forces armées américaines qui les possèdent. L'offensive contre Falloudja menée par les Américains - avec le soutien symbolique des forces irakiennes- téléguidée par la réélection de George W. Bush, a pour but l'anéantissement de toute forme d'opposition à l'occupant, l'Empire américain. Il s'agit d'accélérer l'installation d'une gouvernance proaméricaine, sous la mascarade d'un discours prodémocratie.

Par Donald Cuccioletta

Alternatives. Lundi le 22 novembre 2004,

Comme le décrit le philosophe italien, Antonio Negri, dans son dernier ouvrage *Multitude* (Éditions Boreál), la planète vit désormais dans un état de guerre permanent et généralisé. La globalisation néolibérale a engendré non seulement un appauvrissement global de la planète, mais nous a aussi entraîné dans un tourbillon de conflits en tout genre, d'où surgissent de nouvelles gouvernances non démocratiques, épaulées et dominées par les États-Unis. Sous le parapluie de la lutte contre le terrorisme, les États-Unis se sont ainsi autoproclamés le phare de la démocratie dans le monde. La guerre en Irak est la première originaire d'une globalisation néolibérale. Ici l'adhésion au libre marché (euphémisme pour capitalisme) apparaît comme la condition préalable à la construction de la démocratie. Ce qui permet d'adhérer au nouveau réseau de l'Empire, de bénéficier des retombées économiques et d'être dans les bonnes grâces de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui siègent à Washington.

La démocratie devient un produit subjugué par les exigences du capitalisme et de la globalisation. Elle se voit ainsi construite uniquement sur des intérêts économiques, dans le but d'imposer par le haut une « gouvernance » - un simulacre de démocratie. Sous couverture de démocratie, les États-Unis y imposent un gouvernement qui répond à leurs propres intérêts.

Dans cette perspective, l'aventure américaine en Irak est la première guerre dans le cadre de la globalisation. Une guerre qui entend positionner les Américains stratégiquement pour non seulement contrôler la production pétrolière, mais également s'assurer une mainmise et une influence dans la région, de même qu'une présence en appui à la Russie dans sa guerre en Tchétchénie. Une Russie qui pourtant transgresse quotidiennement les règles de la démocratie, en fermant l'un à la suite des autres les médias d'opposition. Ici, on retrouve la même rhétorique sur la démocratie. Un discours qui fait partie intégrante de la condition, décrite par Negri, de guerre permanente.

En notre époque de globalisation néolibérale, c'est donc la gouvernance qui préoccupe l'Empire plutôt que la démocratie. Le principe selon lequel la démocratie doit être l'oeuvre de la population (toutes classes confondues) semble avoir été relégué aux oubliettes de l'histoire. Avec le concept de « fin de l'histoire », la démocratie se résume désormais à une élection organisée par les élites, mais qui dépend de la participation de la population.

Nous sommes présentement à la croisée des chemins quant à l'avenir de la démocratie. Voulons-nous une démocratie élargie, inclusive et participative qui reflète l'évolution de la société civile, ou voulons-nous une démocratie exclusive qui ne reflète pas cette évolution sociétale, mais plutôt un simulacre, un paravent avec, pour conséquence, la prédominance de la gouvernance sur la démocratie ?

L'Irak n'est probablement que la pointe de l'iceberg. Que le début d'une série d'incursions au nom de la démocratie (pour attirer les sympathies du monde, surtout des citoyens américains), pour implanter une gouvernance - proaméricaine - qui résultera en une nouvelle forme de colonialisme.

Les États-Unis ont déjà commencé à structurer un nouveau réseau néocolonial (dont le partenaire principal est la Grande-Bretagne) pour maintenir leur hégémonie économique et militaire vis-à-vis notamment de la Chine menaçante. Pour réussir, les États-Unis doivent dicter leur vision de la démocratie pour mieux contrôler et défendre leurs intérêts.